

# ACTION URGENTE

## DES MILITANTS TOUJOURS DÉTENUS EN CHINE

**Deux militants proches d'une ONG luttant contre la discrimination sont toujours incarcérés dans un centre de détention de la province du Henan. Ils ont été placés en détention car ils sont soupçonnés de « transactions commerciales illégales » mais ils seraient en fait détenus uniquement en raison de leurs liens avec l'organisation Yirenping, dans le cadre d'une vague de répression contre les groupes de la société civile en Chine.**

Le 12 juin, **Guo Bin**, directeur de Zhongyixing (aussi connue sous le nom de ACTogether), une ONG qui promeut les droits humains des groupes défavorisés, et **Yang Zhangqing**, qui a œuvré en faveur des droits des personnes porteuses du virus de l'hépatite B et qui milite pour les droits des consommateurs, ont été arrêtés par la police dans la province du Guangdong. Tous deux avaient travaillé pour Yirenping, une des ONG chinoises les plus connues qui lutte contre les discriminations faites aux femmes, aux personnes handicapées, aux personnes LGBTI et aux personnes qui présentent des problèmes de santé préexistants.

Le 15 juin, ces militants ont été transférés dans la province du Henan. Leurs familles et leurs avocats n'ont pas su où ils se trouvaient précisément avant le 19 juin, date à laquelle leur avocat a pu leur rendre visite au Centre de détention n°3 de Zhengzhou. D'après celui-ci, Guo Bin a été privé de ses lunettes et des soins médicaux dont il a besoin en raison d'une maladie de la peau. Yang Zhangqing a déclaré avoir subi des interrogatoires prolongés.

En mars, la police a fait une descente dans les bureaux de Yirenping, et plusieurs ex-employés ou bénévoles ont déclaré avoir été harcelés ou intimidés par les autorités au cours des derniers mois. Après la libération sous caution de cinq militantes proches de Yirenping en avril dernier, au bout d'un mois de détention, un porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois a déclaré que Yirenping serait « puni ».

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en chinois, en anglais ou dans votre propre langue :**

- demandez aux autorités de libérer Guo Bin et Yang Zhangqing immédiatement et sans condition ;
- appelez-les à veiller à ce que, dans l'attente de leur libération, Guo Bin et Yang Zhangqing puissent contacter leurs proches et leurs avocats régulièrement et sans restriction et bénéficier de tous les soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin, et qu'ils soient protégés de la torture et de toute autre forme de mauvais traitement.

### **VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 17 AOÛT 2015 À :**

Gouverneur de la province du Henan :

Xie Fuzhan  
Henan Sheng Renmin Zhengfu  
Nongye Lu Dong 28 hao  
Hennan Ribao Baoye Dasha  
11 Lou Dong Bangongting  
Chine

**Formule d'appel : Dear Governor, /  
Monsieur le Gouverneur,**

Directeur du Centre de détention n°3 de

Zhengzhou :  
Zhengzhou Shi Disan Kanshousuo  
Gu Xu Lu,  
Huiji Qu,  
Zhengzhou Shi, Henan  
Chine

**Formule d'appel : Dear Director, /  
Monsieur,**

**Copies à :**

Ministre de la Sécurité publique :

Guo Kunsheng Buzhang  
14 Dongchang'an jie  
Dongcheng Qu  
Beijing Shi 100741  
Chine

Fax : +86 10 6626 2550

**Formule d'appel : Your Excellency, /  
Monsieur le Ministre,**

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays. (adresse/s à compléter) :**

Name Address 1 Address 2 Address 3 n° de fax Fax number Email address formule de politesseSalutation

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 137/15. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/1885/2015/fr/>.

# ACTION URGENTE

## DES MILITANTS TOUJOURS DÉTENUS EN CHINE

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Des ONG - basées dans différentes provinces chinoises et œuvrant dans différents domaines - sont depuis quelques années surveillées de près par la Sûreté de l'État, qui souvent les interroge avec insistance sur des financements étrangers éventuels. Certaines ont tout simplement été fermées. Weizhiming, ONG basée à Hangzhou qui défend les droits des femmes et promeut la responsabilisation des entreprises et de la société, a dû fermer fin mai à cause des pressions exercées sur elle lorsque sa directrice, Wu Rongrong, a été arrêtée avec d'autres militantes. L'Institut pour la Transition, l'un des rares établissements indépendants de recherche sur les questions économiques et sociales, a été contraint de fermer ses portes, et ses anciens employés ont subi des interrogatoires de police visant à les intimider.

Guo Bin et Yang Zhangqing avaient tous deux travaillé avec Yirenping, ONG chinoise renommée qui lutte contre les discriminations faites aux personnes souffrant de problèmes de santé préexistants, aux personnes vivant avec le VIH/sida et aux personnes LGBTI. Directeur du bureau de Yirenping à Zhengzhou entre 2007 et 2009, Guo Bin a supervisé de nombreuses actions en justice intentées par l'organisation pour discrimination à l'embauche, au nom de personnes porteuses du virus de l'hépatite B. Yang Zhangqing s'occupait de la section juridique du site Internet le plus connu de Chine soutenant les victimes de cette maladie, Gandan Xiangzhao. Il a ensuite dirigé le bureau de Yirenping à Zhengzhou.

La Chine cherche à restreindre davantage encore les activités des ONG. En mai, les autorités ont rendu public pour consultation un projet de loi sur la gestion des ONG étrangères qui, s'il était promulgué sous sa forme actuelle, mettrait en péril les activités ou l'existence même de nombreuses organisations, et aurait un effet dévastateur sur la société civile chinoise. Cette loi conférerait des pouvoirs accrus à la police sur les ONG étrangères, le risque étant bien réel qu'elle soit utilisée de manière abusive pour user d'intimidation et engager des poursuites contre les défenseur-e-s des droits humains et les employé-e-s des ONG pour leur travail légitime. Amnesty International a soumis une communication au gouvernement chinois, lui demandant d'abandonner ce projet de loi ou de l'amender afin de le rendre compatible avec le droit international relatif aux droits humains et les normes en la matière. Voir : <https://www.amnesty.org/en/documents/asa17/1776/2015/en/>.

Noms : Guo Bin et Yang Zhangqing  
Hommes

Action complémentaire sur l'AU 137/15, ASA 17/2005/2015, 6 juillet 2015